



UNION DES SYNDICATS CGT DU GROUPE AREVA

AREVA NC – AREVA NP – AREVA TA – AREVA TD et leurs filiales

Tel: 04 66 79 55 61

Portable: 06 71 04 90 40

CGT AREVA. Bt CE Marcoule 30206 BAGNOLS/CEZE

uscgtareva@orange.fr

<http://www.cgt-areva.org/>

Accord VERTS-PARTI SOCIALISTE

Un accord pour éviter un réel débat ?

L'accord conclu le 15 Novembre 2011 entre le parti socialiste et Europe Ecologie Les Verts (EELV) sur l'énergie fixe l'arrêt du Nucléaire par la « fermeture progressive » de 24 réacteurs, avec un arrêt immédiat de la centrale de Fessenheim ainsi que l'arrêt de nouveau projet de réacteur. Il programme aussi « la reconversion à emplois constants » de la filière retraitement et de fabrication du MOX, sans que cette dernière formule, en forme de slogan publicitaire, s'accompagne de la moindre proposition concrète.

Pourquoi vouloir éviter le débat ?

Curieusement, ces deux formations politiques qui viennent de s'illustrer par la nouveauté démocratique que représente la mise en place de « primaires » ayant comme volonté le débat, la confrontation d'idée et la consultation de la population, décident en petit comité de l'avenir industriel de notre pays et du sort de dizaines de milliers de salariés, sans même les consulter, en fuyant le moindre débat sur un dossier d'importance pour l'avenir industriel et social de notre pays.

Sont-ils si peu sûrs de leur analyse et de leur projet, qu'ils tiennent à éviter toute confrontation d'idées sur des données objectives ?

Le secteur énergétique de notre pays est important pour un pays développé comme la France. Chaque décision, chaque nouvelle orientation a des conséquences non seulement pour les industries du secteur mais aussi pour l'ensemble de l'activité économique du pays. Les syndicats CGT d'AREVA n'ont quant à eux pas peur du débat...

Un accord grave pour la sécurité du Nucléaire en France :

L'accord de mandature conclu entre ces deux partis politiques comporte non seulement des inepties mais des décisions graves pour l'avenir et la sécurité des installations nucléaires en France. Nous prendrons pour cela deux points de cet accord:

1. l'arrêt de tout nouveau projet de réacteur. Cette proposition aura pour conséquences de fragiliser la sûreté des réacteurs actuels. En effet, la recherche sur de nouveaux réacteurs permet de maintenir des équipes et des compétences qui améliorent au quotidien la sûreté des réacteurs en cours d'exploitation. L'arrêt de nouveau projet stoppera l'attrait d'une filière technique pour bon nombre d'étudiants et une disparition à court terme des compétences.
2. la fin du retraitement. Le dogme écologique est si sûr de son affaire qu'il préfère exiger une double peine dans ce secteur. Vouloir à la fois l'arrêt de la filière retraitement et l'arrêt du MOX, tout en annonçant la fermeture des réacteurs « moxables » c'est exiger deux fois la même chose. C'est surtout valider l'idée du stockage direct des combustibles usés. Les mêmes qui prônent le recyclage des déchets industriels et ménagers le refuseraient pour le nucléaire ? Incohérent !

Il est irresponsable d'exiger des mesures qui auront comme conséquences de baisser le niveau de sûreté de l'industrie Nucléaire.

La CGT l'a toujours martelé, le travail dans la sérénité, et la place de l'homme dans la mise en œuvre de l'activité nucléaire, sont des éléments centraux de la sûreté des installations. Un tel accord, dans la mesure où il fait l'économie de la consultation des premiers concernés, les salariés, nie cette dimension humaine dans le travail. Pire, qui peut croire un instant que les salariés travailleront dans la sérénité, avec l'épée de damoclès de la fin de leur activité suspendue au dessus de leur tête ?

Dogme antinucléaire et dogme libéral même combat :

La CGT combat depuis des années, la volonté libérale de nos directions et de notre actionnaire (l'état) qui veulent appliquer à l'industrie Nucléaire les mêmes critères de rentabilité que ceux appliqués dans l'ensemble du monde industriel.

Le recours à la sous-traitance, la diminution des effectifs de production, la recherche du profit et la mise en concurrence permanente, la baisse de l'effort de recherche sont des éléments qui ne sont pas de nature à consolider notre entreprise.

La lettre de mission du Ministre de l'Economie et des Finances au nouveau président d'AREVA est, à ce titre autant porteuse de menaces pour nos activités que les termes de l'accord PS-EELV.

La CGT, comme elle l'a toujours affirmé, est opposée à un nucléaire libéral tournée vers une rentabilité à court terme. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, de constater que les antinucléaires s'appuient sur les dogmes ultralibéraux, et en particulier la dérégulation du secteur de l'énergie, qu'ils ne remettent pas en cause, pour attaquer notre industrie.

Une CGT de proposition et de débat :

Les syndicats CGT d'AREVA ne se laisseront pas enfermer dans une caricature de nucléocrates uniquement soucieux de préserver leur emploi, comme voudraient dans le faire croire les tenants de l'arrêt du Nucléaire.

Nous n'opposons par principe aucun mode d'énergie mais en tant que salariés et citoyens confrontés aux réalités industrielles et sociales de notre pays, nous avons vocation à intervenir dans le débat et non rester simples spectateurs de notre avenir.

La situation économique et sociale de notre pays mérite bien autre chose qu'un accord de coin de table de quelque parti que ce soit. Les emplois créés dans des filières d'énergies renouvelables et ceux existant dans la filière nucléaire doivent s'additionner et non s'opposer. Les salariés refusent de servir de monnaie d'échange dans un débat politique qui ne servira in fine qu'à nourrir les extrêmes.

Paris le 17 Novembre 2011